

9 avril : NON A UNE GREVE GLOUBI-BOULGA !

C'est un peu facile de tenter de faire diversion en appelant à une grève générale fourre-tout et en y rajoutant, in extremis, le RIFSEEP, au terme d'une liste comprenant notamment, la lutte contre l'austérité, le pacte de responsabilité, la loi dite « Macron » et le Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Excusez du peu : « qui trop embrasse, mal étirent », non ?

Le traitement du RIFSEEP aurait mérité bien mieux que cela et n'aurait surtout pas dû servir de caution pour tenter de gonfler les effectifs d'une grève confuse.

L'UNSA est intervenue pour que le Directeur Général de la DGAC demande l'exclusion de l'ensemble des corps de la DGAC du RIFSEEP. Le Directeur Général n'a demandé qu'un simple report d'application de la première vague et une exemption pour les seuls corps techniques. Cela ne nous convient absolument pas !

Depuis l'été dernier, l'UNSA-Administratifs alerte les personnels sur la mise en œuvre prochaine du RIFSEEP. A notre grand étonnement, les débats sur ce nouveau régime interministériel ont été lancés au sein... d'un GT protocolaire (???) auquel nous n'avons donc pas été associés.

L'inefficacité des syndicats signataires du protocole est flagrante. Dans leur préavis de grève, ils réclament l'application des mesures protocolaires. En effet, sans ces maigres contreparties, il serait impossible de faire passer la pilule d'un protocole dont les personnels mesurent à présent toutes les nuisances : fermeture de services, baisse des effectifs, déplacement de personnels...

Ce choix délibéré empêche l'UNSA de s'associer à ce mouvement de grève soutenant un protocole qu'elle n'a pas signé alors qu'une intersyndicale ciblant uniquement le RIFSEEP aurait été nettement plus efficace. Et pour rajouter à la confusion, un appel à la grève du SNCTA couvre également cette période.

C'est pourquoi, le 9 avril, chacun est libre de participer ou non à ce mouvement mais l'UNSA-Administratifs N'APPELLE PAS A LA GREVE. Nous restons, en revanche, mobilisés contre l'application du RIFSEEP à la DGAC et à Météo France, contre la baisse des effectifs et du mal-être grandissant au travail qui en découle.